



MINISTÈRE
DE LA CULTURE
ET DE L'ENVIRONNEMENT,
en charge de l'artisanat

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (D.C.E)

**TRAVAUX DE RENOVATION ET D'AMENAGEMENT DU
CENTRE ARTISANAL DE *FARE*, SIS SUR L'ILE DE
HUAHINE.**

POLYNESIE FRANÇAISE

Le présent dossier de consultation comprend :

- 1- Le règlement de la consultation (RC)
- 2- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- 3- La déclaration sur l'honneur

Le Dossier de Consultation des Entreprises est disponible gratuitement sur demande des candidats par mail à : secretariat@artisanat.gov.pf

Ou sur place : Service de l'Artisanat traditionnel, Immeuble « Etude Lejeune » (1^{er} étage), 82 rue du Général de Gaulle, BP 445 - 98713 Papeete, TAHITI, Polynésie française



MINISTÈRE
DE LA CULTURE
ET DE L'ENVIRONNEMENT,
en charge de l'artisanat

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

**TRAVAUX DE RENOVATION ET D'AMENAGEMENT DU
CENTRE ARTISANAL DE *FARE*, SIS SUR L'ILE DE
HUAHINE.**

POLYNESIE FRANÇAISE

Consultation du 28 octobre 2019

Date limite de remise des offres : 12 novembre 2019, avant 15 heures 30, délai de rigueur

I. Informations relatives à l'acheteur public

1. Acheteur public

La Polynésie française.

2. Nom et coordonnées de l'organisme acheteur

Service de l'Artisanat traditionnel - ART
Immeuble « Etude Lejeune » (1^{er} étage)
82, rue du Général de Gaulle
BP 4451, 98713 Papeete
TAHITI, Polynésie française
Tél. : (689) 40 54 54 00 - Fax. : (689) 40 53 23 21
Mail : secretariat@artisanat.gov.pf

3. Autorité compétente

Autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché public :
Le Ministre de la culture et de l'environnement, *en charge de l'artisanat*.

II. Objet et caractéristiques principales

1. Objet

La présente consultation a pour objet la réalisation de travaux de rénovation et d'aménagement du centre artisanal de *Fare*, sis sur l'île de Huahine.

2. Catégorie de prestations

Le marché faisant l'objet de la présente consultation est un marché de travaux.

3. Décomposition de la consultation

Le présent marché concerne la réalisation de travaux de rénovation et d'aménagement du centre artisanal de *Fare*, sis sur l'île de Huahine.

Le maître d'œuvre s'exécute sous le contrôle du ART au cours de compte-rendu périodiques dont les intervenants fixent ensemble le rythme et la périodicité en fonction de l'évolution du projet.

Le candidat devra réaliser les travaux et les aménagements suivants :

- Prolongement de la rampe d'accès pour personnes à mobilité réduite (PMR) ;
- Remplacement du portillon à battant par un portillon coulissant ;
- Installation d'un portail coulissant de 6 mètres de long au niveau de l'espace réservé aux véhicules de transport ;
- Construction et installation d'une clôture grillagée avec une ceinture cimentée autour du *fare* artisanal.

Cette liste est non exhaustive et reprend les grandes lignes des missions qui seront confiées au candidat retenu par le ART.

Les offres devront parvenir au Service de l'Artisanat traditionnel – Immeuble « Etude Lejeune » - 98713 PAPEETE, **avant le 12 novembre 2019 à 15h30.**

4. Variantes et options

Des négociations pourront être envisagées avec les différents candidats si le ART le juge nécessaire.

Les variantes éventuelles font l'objet d'une présentation et de chiffrages distincts de l'offre de base. Le nombre d'offres variantes n'est pas limité.

Pour ce marché, chaque candidat est autorisé à présenter des variantes avec l'offre de base, sous réserve :

- qu'il produise des propositions comportant au minimum les caractéristiques globales du marché demandées,
- qu'il produise une description détaillée des caractéristiques des aménagements,
- et que les présentations proposées concordent avec les besoins.

En dehors de ces exceptions, les autres formes d'offre variantes seront automatiquement rejetées par le pouvoir adjudicateur.

Le dossier de consultation ne comporte pas d'options.

III. Nature de la consultation

La procédure sélectionnée pour la passation du présent marché est la procédure adaptée selon les dispositions de l'article LP 321-1 issu de la Loi du pays n° 2017-14 du 13/07/2017 du code polynésien des marchés publics.

IV. Durée de validité du marché – Délais d'exécution des prestations

Les travaux pourront démarrer dès l'attribution du marché. L'exécution des prestations devra prendre fin obligatoirement le 31/12/2019 au plus tard.

V. Conditions relatives au marché

1. Prix du marché

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les déplacements, la main d'œuvre et les frais de reproduction.

Les prix proposés par les candidats s'entendent tout frais compris : dont déplacement, réunions, frais d'impression, de communication de données et journées de travail qui seront nécessaire à la réalisation des prestations décrites.

2. Modalités essentielles de financement

L'acheteur entend mobiliser pour financer l'opération ses ressources propres, l'engagement provenant du Budget de la Polynésie française. La dépense sera imputée sur le budget en investissement au titre de l'année 2019.

3. Modalité essentielle de paiement

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur le Payeur de la Polynésie Française.

La somme due au titulaire du marché sera payée dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture.

VI. Condition de participation : Pièces à fournir par les candidats

Les candidats devront impérativement fournir à l'appui de leur candidature les pièces suivantes :

1-Situation juridique, fiscale et sociale des opérateurs (Article LP 233.3 1° ; 2° et 3°)

- Une déclaration sur l'honneur dûment **datée et signée** pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article LP 233-1 (cf. modèle joint) ;
- Des renseignements relatifs à l'identification et aux coordonnées du candidat, l'identité de la personne physique ayant le pouvoir d'engager le candidat (extrait Kbis ou autre document) ;
- Une attestation établie par la Direction des impôts et contributions publiques (DICP) justifiant de la situation fiscale régulière du candidat à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement des impôts exigibles, pour l'année précédente ;
- Une attestation établie par la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP) justifiant de la situation fiscale régulière du candidat à l'égard de ses obligations déclaratives et de paiement des impôts exigibles, pour l'année précédente ;
- une attestation établie par la Caisse de prévoyance sociale justifiant que le candidat est à jour de ses obligations de déclaration et du paiement de ses cotisations, pour l'année précédente ;

2- Pour les candidats en redressement judiciaire, les documents ou renseignements permettant de justifier qu'ils ont été habilités à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché :(LP 233.3 5°)

- la copie du ou des jugements prononcés ;
- lorsque le candidat est en période d'observation, une attestation du juge commissaire l'habilitant à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible de l'exécution du marché.

A défaut de production des documents visés ci-dessus ou de l'un des renseignements obligatoires qu'ils requièrent après qu'une demande de compléter le dossier ait été envoyée au candidat, la candidature sera rejetée sans que l'offre n'ait été examinée.

Le candidat retenu devra également fournir une attestation d'assurance pour les risques professionnels au moment de la signature du marché.

VII. Les documents constitutifs de l'offre

Le projet de marché comporte :

- le détail du prix global et forfaitaire (DPGF) ou un devis forfaitaire reprenant les caractéristiques demandées dans la convention ;
- un devis descriptif et estimatif détaillé des prestations ;

Lorsqu'un différend survient entre les parties, il doit faire l'objet d'une tentative de conciliation. Chacune des parties pourra demander à l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception, de désigner un délai de huit (8) jours ouvrables, un représentant pour la réunion de conciliation. A défaut d'accord obtenu lors de cette tentative de conciliation, les tribunaux compétents pourront être saisis à la diligence de l'une ou l'autre des parties.

En cas de discordance entre ce montant et celui du détail du prix global et forfaitaire (DPGF) ou du devis du fournisseur, un nouveau DPGF ou devis sera proposé par l'entreprise.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard sept (7) jours avant la date limite de réception des offres.

VIII. Conditions de remise des candidatures et des offres

COMMENT PROPOSER SA CANDIDATURE ET SON OFFRE ?

Le dossier des candidats doit comporter :

- les pièces de la candidature mentionnées à l'article VI du présent Règlement de la Consultation
- les pièces de(s) l'offre(s) :
 - o **la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ou un devis forfaitaire** comportant toutes les indications permettant d'apprécier les propositions de prix d'une part et l'adéquation des prestations proposées avec les besoins du service de l'Artisanat traditionnel d'autre part ;
 - o la liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années permettant d'apprécier les capacités techniques et professionnelles des candidats ;

L'acheteur public pourra refuser toute candidature ou offre ne comportant pas la totalité des documents demandés.

Les dossiers des candidats pourront être envoyés par e-mail à l'adresse secretariat@artisanat.gov.pf

avant le 12 novembre 2019, 15 heures 30 délai de rigueur

Les dossiers qui seraient envoyés après la date et l'heure limites fixées **ne seront pas retenus.**

Si une nouvelle offre est envoyée par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente. Dans le cas où une candidature ou une offre serait irrégulière, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 7 jours.

1. Demande de renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires administratifs ou techniques qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront adresser une demande écrite à par email à l'adresse suivante : secretariat@artisanat.gov.pf

2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingt jours (180) jours à compter de la date limite de remise des offres.

3. Modalités d'attribution des marchés

Seules les offres économiquement les plus avantageuses seront retenues. Elles seront appréciées en fonction des critères pondérés énoncés ci-dessous :

Critères	Pondération
1 – Prix et réductions proposées	55 %
2 – Valeur technique de l'offre <ul style="list-style-type: none">- Offres techniques- Adéquation des moyens mis en œuvre- Délais de réalisation	40 %
3 - La référence du candidat	5%

L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera retenue et fera l'objet d'un marché avec le titulaire.

4. Négociation

L'acheteur se réserve le droit de procéder, après analyse des offres, à une négociation écrite avec les candidats ayant remis une offre. Cependant, l'acheteur pourra juger que compte tenu de la qualité des offres, la négociation n'est pas nécessaire. Il est donc dans l'intérêt du candidat d'optimiser son offre initiale. En cas de négociation, l'invitation à négocier se fera par l'envoi d'un courrier par voie électronique.

5. Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, envoyer les demandes à par email à l'adresse suivante : secretariat@artisanat.gov.pf